

AUDASS APRES L'AVIS DE LA C.N.I.L.

La Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (C.N.I.L.) vient de donner son avis sur le système informatique AUDASS — Enfance (cf. délibération n° 80-35 du 18 novembre 1980).

Dans le n° 2-3 de *TERMINAL* 19/84 une simple présentation d'AUDASS (Enfance et Aide Sociale) a été faite. Nous nous proposons de revenir ici sur la critique du système AUDASS et d'examiner dans quelle mesure l'avis de la C.N.I.L. (qui ne porte d'ailleurs que sur Enfance) répond à cette critique.

TOUT d'abord l'avis de la C.N.I.L. prévoit que les deux fichiers utilisés par AUDASS ne comportent plus de « données nominatives pouvant porter atteinte directement ou indirectement à la vie privée ou aux libertés ». La C.N.I.L. cite au passage un certain nombre de données qui ne figureront plus dans les fichiers AUDASS.

On trouvera ci-après la liste limitative des informations qui pourront désormais figurer dans ces fichiers.

Le rôle d'AUDASS

L'avis de la C.N.I.L. précise ensuite la durée de conservation des informations contenues dans ces fichiers, 15 mois.

Le rôle d'AUDASS — Enfance est aussi défini :

- « assurer la gestion administrative des intéressés, celle des prestations et formes d'aide à l'enfance » ;
- « fournir des informations d'ordre comptable » ;
- fournir « des informations statistiques permettant l'orientation de la politique de protection sanitaire et sociale de l'enfance ».

Il est ajouté que les traitements informatiques ne pourront être effectués que dans des centres « placés sous l'autorité ou la tutelle du Ministère de la Santé et de la Sécurité Sociale, à l'exclusion de tout autre centre dépendant d'une administration différente ». Seuls les personnels des D.D.A.S.S., tenus au secret professionnel, pourront avoir accès aux informations enregistrées dans les fichiers. Aucun rapprochement, aucune connexion ne pourront être pratiqués « en dehors de ceux qui sont nécessaires pour la bonne marche des services ».

Les intéressés — ceux qui exercent l'autorité parentale pour les enfants concernés par AUDASS — pourront aussi avoir accès aux informations constituant les fichiers.

Le contrôle de la C.N.I.L.

La Commission enfin montre qu'elle est sensible au fait que, pour gérer l'aide sociale à l'enfance de façon automatique, il existe et existera plusieurs systèmes en dehors d'AUDASS. Elle recommande donc au ministère de la santé d'étudier ces

systèmes et de l'informer au moins tous les deux ans des résultats de ses études. La C.N.I.L. exercera également son contrôle en imposant une simple déclaration pour les systèmes calqués sur AUDASS et une déclaration ou demande d'avis, selon la procédure ordinaire, pour les systèmes différents, que ces systèmes existent ou soient encore à créer.

La C.N.I.L. a donc bien pris des dispositions pour contrôler AUDASS — Enfance (pour AUDASS — Aide Sociale, le dossier ne lui aurait pas encore été officiellement soumis). Elle répond ainsi en partie aux critiques formées contre AUDASS et notamment aux critiques et propositions du rapport que lui avait adressé la C.F.D.T.

Cependant, bien des critiques formulées à l'encontre d'AUDASS — Enfance, en particulier dans ce document de la C.F.D.T., subsistent.

Le plus contestable subsiste

Il apparaît même que les aspects les plus contestables d'AUDASS ne sont pas touchés par la C.N.I.L. pour l'essentiel.

AUDASS, en effet, doit permettre la production de statistiques. De quelles statistiques s'agit-il donc ? Ne peut-on obtenir les mêmes enseignements à partir d'un simple échantillonnage sans avoir besoin de recourir à un traitement exhaustif des informations contenues dans ces fichiers ? Le suivi social d'une population particulière (celle des enfants « assistés ») n'implique pas un fichage généralisé de cette population. Un personnel qualifié et en nombre suffisant pourrait assurer aussi bien ce suivi.

AUDASS doit pallier les carences de la « gestion manuelle ». En fait on manque d'études qui prouveraient que la gestion manuelle est moins efficace que la gestion informatisée, voire presque impossible dans les grosses D.D.A.S.S. (Directions Départementales des Affaires Sanitaires et Sociales). On a bien l'impression d'être confronté au postulat de la nécessité de l'informatique.

Et pourtant, actuellement, l'informatique ne supprime pas les fichiers manuels qui continuent à être tenus en double tant par le personnel administratif que par les travailleurs sociaux.

Le système informatique est cher. Son efficacité n'est pas prouvée. L'informatisa-

tion de l'aide sociale à l'enfance rencontre autant de difficultés que la mise en place d'autres gestions automatisées complexes. Elle s'assortit d'erreurs de programmation entraînant des erreurs dans l'attribution des allocations. Elle s'accompagne de pannes et incidents entraînant des retards.

Les coûts de l'automatisation dépassent souvent les prévisions d'autant plus que, pour AUDASS, analyse et programmation sont réalisées par des sociétés de service qui font payer cher leur supposée compétence dans le domaine social.

Quel secret professionnel ?

Les conditions de travail du personnel sont-elles améliorées par l'informatique ? Pas forcément : classer les fiches sorties par l'ordinateur, codifier des bordereaux de saisie, perforent des cartes ou encodent des bandes magnétiques... cela n'est guère enrichissant. Travailler longtemps sur des écrans est fatigant pour la vue et pour le système nerveux.

Le respect de la vie privée n'est pas garanti. Bien sûr la C.N.I.L. impose, on l'a vu, qu'AUDASS — Enfance soit implanté sur des ordinateurs contrôlés directement ou indirectement par le Ministère de la Santé. Et alors ? Les informations peuvent tout de même se perdre au cours des transmissions entre les D.D.A.S.S. et les centres de traitement. Que fera la C.N.I.L. lorsque des systèmes de gestion d'aide sociale à l'enfance (AUDASS ou autres) sont ou seront implantés sur des ordinateurs ne dépendant pas du Ministère de la Santé (ordinateurs des Préfectures par exemple...) ? A quel secret professionnel le personnel administratif et informaticien qui manipulerait les données concernant la vie privée des enfants et de leurs familles est-il soumis ?

Les fichiers seront conservés en double, triple, etc. pour des raisons de sécurité informatique ! Comment la C.N.I.L. pourra-t-elle contrôler la banalisation des fichiers et la destruction des informations passé le délai de 15 mois évoqué ci-dessus ? Les interconnexions en dehors de celles « qui seront nécessaires pour la bonne marche des services » sont bien sûr interdites. Mais qui définira ce qui est « nécessaire à la bonne marche des services » et qui ira contrôler que des connexions illégitimes ne seront pas réalisées ?

Standardisation

L'informatique transforme le travail social. La collecte et la conservation de renseignements peut engendrer un boulet que les enfants fichés conserveront toute leur vie. Et pourtant on demande aux travailleurs sociaux d'effectuer ces tâches, de devenir des collecteurs d'informations destinées à alimenter des fiches. Les contacts personnels, la possibilité d'estimer les situations, la marge

INFORMATIONS TRAITÉES PAR AUDASS

a) le fichier des bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance ne peut comporter pour l'ensemble des enfants que les informations suivantes :

- identité de l'enfant : nom, prénom, sexe, date et lieu de naissance, français ou non ;
- autorité parentale ou personne ayant les enfants à charge : nom, prénom, qualité, adresse, commune et circonscription, quotient familial et nombre de personnes au foyer ;
- situations administratives de l'enfant : catégorie juridique, date d'effet, échéance de la révision du dossier, département d'origine des enfants surveillés-administratifs ;
- action éducative en milieu ouvert ;
- informations relatives aux allocations mensuelles et secours d'urgence :
 - période et montant ; référence aux notifications de décision en cas de refus ;

— destinataire : nom, prénoms, qualité, adresse, commune et circonscription ;

- informations relatives aux diffusions à l'intérieur du service.

pour les enfants recueillis temporairement, en garde, surveillés, ou pupilles, le fichier peut comporter les informations supplémentaires suivantes :

- les placements ;
- informations relatives aux allocations familiales : nom, prénoms de l'allocataire, nom de l'organisme CAF, nombre d'enfants au service et nombre d'enfants ouvrant droit ;
- informations relatives aux récupérations au titre de la dette alimentaire : montant et date d'effet, identification du débiteur ;
- informations concernant la gestion des prestations occasionnées par l'enfant ;
- informations concernant :
 - le droit d'opérer l'enfant,
 - le droit pour l'enfant d'ouvrir un compte, d'y faire des versements et prélèvements,
 - l'existence ou non d'un compte aux

deniers pupillaires,

— l'existence ou non d'une pièce d'identité ;

- informations concernant la scolarité :
 - établissement, classe, diplôme, certificat de scolarité, date d'orientation professionnelle ;
- dates de dernière visite des parents, du travailleur social ;

b) le fichier des fournisseurs de services ne peut comporter que les informations suivantes :

- identité et adresse ;
- relevé d'identité bancaire ;
- situation administrative :
 - pour les assistantes maternelles : agrément et contrat de travail, numéro de sécurité sociale ;
 - pour les établissements : agrément, habilitation, conventions, numéro SIRET ;
 - pour les professions médicales et para-médicales, diplômes, activité, situation professionnelle, qualifications, numéro de sécurité sociale ;
- informations concernant les sommes versées ou recouvrées ;

d'appréciation dans les décisions à prendre risquent de s'effacer au profit d'une standardisation des prises de décisions. Le travailleur social devient un enquêteur. Plus il gagne la confiance d'une famille, plus il connaît d'informations sur son compte, plus il peut devenir dangereux pour elle.

Les « fichés » ne seront pas beaucoup protégés par leur droit d'accès. Les parents des enfants couverts par l'aide sociale à l'enfance appartiennent à des milieux défavorisés, peu disposés à exercer ce droit d'accès. Les préfets titulaires de l'autorité parentale feront-ils jouer le droit d'accès contre les traitements informatiques mis en œuvre dans les services qui dépendent de leur autorité ?

Comme AUDASS ne sera pas obligatoire, les D.D.A.S.S. désirant s'informatiser pourront s'équiper d'autres systèmes produits, par exemple, par des sociétés de service, traités sur des ordinateurs « non contrôlés », comportant des informations interdites. Évidemment tout cela peut-être contrôlé, étudié, corrigé. Mais qui le fera, le Ministère de la Santé, la C.N.I.L. ? On a dit qu'AUDASS était dangereux mais que dire des systèmes « bricolés » ?

En vérité, sur AUDASS l'information a toujours fait défaut. Le système a été développé, installé dans le secret bien souvent. Personnel, population, élus locaux... étaient mal informés. Les Comités Techniques Paritaires n'étaient pas réunis. L'information demeure toujours réduite. On ne connaît pas l'intégralité des traitements prévus. On ne sait pas exactement pourquoi on veut faire des statistiques, ni lesquelles. On ne sait pas combien coûte l'informatisation, si elle est vraiment nécessaire. Aucune étude sérieuse n'a, réellement, été rendue publique.

Il reste donc à débattre de l'application de l'informatique à ce secteur, de juger de son utilité et de son innocuité et par suite, de se donner les moyens soit de la refuser, soit de la contrôler efficacement.

